

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Maroc

Une publication du SER de Rabat
2 au 13 mars 2026

Le chiffre à retenir

Ba1 (positive)
Notation souveraine du
Maroc par Moody's

Moody's a relevé la perspective associée à la note souveraine du Maroc de « stable » à « positive », tout en confirmant la notation Ba1. Le Maroc se rapproche ainsi du seuil de l'*Investment Grade*, qui permettrait un accès à des conditions de financement plus favorables sur les marchés internationaux.

Dans son analyse, Moody's met en avant l'amélioration des perspectives de croissance, tirée par la dynamique de l'investissement public et privé. La croissance hors agriculture devrait dépasser 5 % en 2025, confirmant une transformation progressive du modèle économique marocain vers une croissance moins dépendante des aléas climatiques.

L'agence souligne également les progrès réalisés en matière budgétaire. L'amélioration des recettes et la gestion plus ciblée des dépenses devraient contribuer à stabiliser puis à réduire le ratio de dette publique à moyen terme. Moody's note toutefois que la consolidation budgétaire reste graduelle, dans un contexte marqué par l'extension des programmes de protection sociale et par des besoins d'investissement élevés.

Enfin, la confirmation de la note Ba1 repose sur la solidité du cadre institutionnel et de la gestion macroéconomique du Maroc. Le niveau adéquat des réserves de change, l'accès aux financements domestiques et internationaux et la poursuite de la diversification économique contribuent à renforcer la résilience du pays face aux chocs externes.

Visites officielles

Rencontre des ministres de l'Agriculture français et marocains à Paris en marge du Salon International de l'Agriculture (SIA)

La ministre française de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Annie Genevard, s'est entretenue, le 22 février à Paris, en marge du SIA à Paris avec le ministre marocain de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts, Ahmed El Bouari.

Les ministres ont salué l'excellence de la coopération agricole bilatérale, renforcée en 2024 par la signature d'un accord-cadre dans les domaines agricole et forestier, ainsi que plusieurs arrangements administratifs sectoriels.

Ils ont exprimé leur volonté commune de renforcer la mise en œuvre opérationnelle des feuilles de route engagées, notamment dans les domaines de l'enseignement et de la recherche agricoles, de la coopération sanitaire et phytosanitaire, de la gestion de l'eau agricole face aux défis climatiques et de l'élevage, et ont appelé à la consolidation des échanges entre organisations professionnelles des deux pays, au service du développement agricole durable. Ils se sont donnés rendez-vous au SIAM à Meknès en avril prochain pour poursuivre ces discussions.

Guerre au Moyen-Orient : quels risques pour l'économie marocaine ?

L'escalade des tensions au Moyen-Orient ravive les incertitudes sur les marchés énergétiques et pourrait affecter les économies importatrices d'énergie, dont le Maroc. Selon Allianz Trade, le conflit a rapidement provoqué une hausse de plus de 13 % du prix du pétrole début mars, à environ 94 USD le baril aujourd'hui, tandis que plus de 200 navires transportant pétrole et GNL ont été immobilisés à l'entrée du détroit d'Ormuz, par lequel transite une part importante des flux mondiaux d'hydrocarbures. L'assureur-crédit anticipe désormais un prix moyen du baril autour de 70 USD en 2026, avec un pic possible à 85 USD, voire 130 USD dans un scénario de perturbations majeures des infrastructures énergétiques ou du transport maritime.

Pour le Maroc, importateur net d'énergie, une hausse durable des prix du pétrole se traduirait directement par un renchérissement de la facture énergétique et par des pressions inflationnistes importées. Selon Allianz Trade, une hausse limitée et temporaire du prix du pétrole – de l'ordre de 10 % – ne se traduirait que par 0,1 à 0,2 point d'inflation supplémentaire dans les économies exposées. En revanche, un conflit s'étendant au-delà de quatre à six semaines pourrait produire des effets macroéconomiques plus marqués, notamment via l'augmentation des coûts de l'énergie et de certaines matières premières stratégiques, comme le blé.

Face à ces risques, les autorités marocaines indiquent suivre la situation avec une attention soutenue. Le ministère de la Transition énergétique et du Développement durable souligne que les chaînes d'approvisionnement énergétiques font l'objet d'une surveillance constante, tandis que les services compétents contrôlent quotidiennement les stocks énergétiques nationaux afin d'assurer l'approvisionnement du marché intérieur.

Alors que la décélération récente de l'inflation domestique plaide en faveur d'un possible assouplissement monétaire, une inflation importée liée à la hausse des prix de l'énergie pourrait inciter la Bank Al-Maghrib à reporter ou limiter toute baisse de taux, afin de contenir les pressions inflationnistes.

Les tensions géopolitiques ont également alimenté la volatilité des marchés financiers. Ces derniers jours, la Bourse de Casablanca a connu plusieurs séances de repli marqué dans un mouvement de correction lié à la prudence des investisseurs face au contexte international. Plusieurs grandes capitalisations – notamment Marsa Maroc, TGCC ou Attijariwafa Bank – ont enregistré des reculs, tandis que certaines valeurs ont évolué à contre-courant, comme Salafin, S2M ou Sanlam Maroc.

Activités macroéconomiques & financières

Industrie : montée en puissance de la production manufacturière au T1 2026

Dans un contexte international très incertain et marqué par des tensions persistantes sur certaines chaînes d'approvisionnement, l'appareil productif marocain continue de faire preuve de résilience. [Selon la dernière enquête trimestrielle de conjoncture du Haut-Commissariat au Plan \(HCP\)](#), les entreprises de l'industrie manufacturière anticipent une hausse de leur production au T1 2026. Cette évolution serait principalement portée par la progression de l'activité dans les branches de l'industrie alimentaire, de l'industrie chimique et de la fabrication de produits métalliques (hors machines et équipements). À l'inverse, un recul est attendu dans l'industrie automobile et dans la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques.

Si le Maroc bénéficie d'atouts déterminants dans les choix d'implantation des industriels (stabilité politique, infrastructures modernes, accords de libre-échange étendus et proximité géographique avec l'Europe), l'enquête du HCP met également en évidence certaines contraintes opérationnelles : 35 % des entreprises déclarent avoir rencontré des difficultés d'approvisionnement en matières premières, principalement d'origine étrangère. Par ailleurs, la trésorerie est jugée difficile par 18 % des industriels, une proportion qui atteint près de 40 % dans l'industrie pharmaceutique.

Commerce extérieur : dégradation du déficit commercial en 2025

À fin décembre 2025, le déficit commercial du Maroc s'est établi à 353,2 MMDH, en hausse de 15,8 % par rapport à 2024, selon les données de l'Office des changes. Cette détérioration s'explique par une progression des importations (+8 %, à 822,2 MMDH) nettement plus rapide que celle des exportations (+2,8 %, à 469,1 MMDH).

Contrairement aux épisodes récents de conflits au Moyen-Orient, le creusement du déficit ne provient pas d'un renchérissement de la facture énergétique, qui a au contraire reculé de 5,5 % pour s'établir à 107 MMDH, en lien avec la baisse des prix des produits pétroliers. L'augmentation des importations a surtout été portée par les produits finis d'équipement (+13,3 %, à 199 MMDH) et les produits finis de consommation (+11,8 %, à 203 MMDH), reflétant des besoins soutenus d'investissement et de consommation.

Du côté des exportations, la progression reste concentrée sur certaines filières. Les phosphates et dérivés ont enregistré une hausse de 14,6 % pour atteindre 99 MMDH, tandis que l'aéronautique progresse de 10 % à 29 MMDH. En revanche, l'automobile, première filière exportatrice du Maroc, recule de 2 % à 154 MMDH, tout comme le textile et cuir (-4,5 %). L'agriculture et l'agroalimentaire demeurent globalement stables autour de 86,8 MMDH.

Le déficit commercial record observé en 2025 s'inscrit dans un contexte où l'économie marocaine continue d'importer une part importante de ses biens d'équipement, intrants et produits de consommation. Il est toutefois partiellement compensé par d'autres amortisseurs significatifs du solde courant, notamment les flux nets d'IDE qui sont très dynamiques (28 MMDH, soit +74%)

Grands projets, environnement, industries

Ferroviaire : NGE Contracting a remporté un marché pour dévier un pipeline de la Samir dans le cadre de l'extension de la LGV Kénitra-Marrakech

L'Office National des Chemins de Fer (ONCF) a attribué au français NGE Consulting et à sa filiale Guintoli le marché (36,8 MDH) portant sur les travaux de déviation et de renforcement d'un pipeline de la SAMIR (raffinerie placée près du Port de Mohammedia qui n'est plus en activité depuis 2015) sur le tracé de la ligne à grande vitesse reliant Kénitra à Marrakech. Le délai d'exécution des travaux est fixé à 10 mois. Pour mémoire, NGE (4^{ème} grand groupe français de BTP, présent au Maroc depuis 1990) avait remporté en 2024 son 1^{er} contrat ferroviaire pour l'ONCF portant sur l'extension de la ligne ferroviaire entre Kénitra et Marrakech et le développement des hubs de Casablanca, en lien avec la future LGV. Les entreprises françaises et leurs filiales au Maroc totalisent plus de 2 Md EUR de contrats sur ce projet LGV.

Infrastructures : Egis cède six filiales africaines à une nouvelle entité indépendante marocaine

Le groupe français Egis, présent en Afrique depuis plus de 75 ans, a annoncé, le vendredi 20 février, le transfert de six de ses filiales africaines vers une nouvelle entité indépendante, Infras, dans le cadre d'un rachat interne conduit par Arnaud de Rugy, ancien Directeur Général du groupe en Afrique, et des cadres dirigeants. Les filiales concernées sont implantées au Cameroun, à Madagascar, au Sénégal, au Kenya, en Côte d'Ivoire et au Rwanda. La nouvelle entité s'est établie à Casablanca et maintiendra l'ensemble de ses quelques 500 employés et de son équipe de direction, afin de garantir une transition « sans rupture » pour ses clients et partenaires. Mme Laure Russier, nommée Directrice d'Egis en Afrique à la suite de la cession, a déclaré vouloir continuer à « approfondir la contribution du groupe aux grands projets africains » et précise que l'entreprise française reste présente dans 25 pays sur le continent. L'entité Maroc, où est implanté le siège africain du groupe, n'est pas directement visée par cette cession et maintiendra l'ensemble de ses activités

Énergie renouvelable : l'ANRE fixe pour la première fois les tarifs de cession de l'excédent électrique

Réuni le 20 février 2026, le Conseil de l'Autorité Nationale de Régulation de l'électricité (ANRE) a arrêté, dans le cadre de la mise en œuvre des orientations royales en faveur de la transition énergétique, le tarif de cession de l'excédent

d'électricité renouvelable pour une première période de régulation allant du 1er mars 2026 au 28 février 2027. La courte durée de cette première période s'explique par la volonté de l'ANRE de procéder à d'éventuels ajustements du dispositif avant sa mise en œuvre sur le long terme. Le tarif est fixé à 21 centimes par kilowattheure en heures de pointe et 18 centimes en heures hors pointe, selon un principe de tarif unique différencié par plage horaire. Il s'applique à l'ensemble des installations raccordées aux réseaux de très haute, haute et moyenne tension. Cette décision offre aux producteurs une visibilité économique accrue sur la valorisation de leur surplus d'électricité renouvelable et devrait encourager le développement de projets renouvelables à des fins commerciales ou d'autoproduction.

Automobile : le groupe turc Norm Holding prévoit d'implanter une usine à Tanger

Selon la presse, Norm Holding, spécialisé notamment dans la fabrication de fixations et de composants pour l'industrie automobile, aurait fait le choix d'installer une usine sur la zone franche de Tanger Automotive City, poursuivant ainsi son développement à l'international (présence aux Etats-Unis, en Allemagne, au Royaume-Uni, en France, en Pologne, en Roumanie et en Chine). Fort de 3 800 employés, le groupe turc compte au total 23 entreprises opérant dans 10 secteurs d'activités (entre autres automobile, énergies renouvelables, construction, électroménager), 22 sites de production et 4 centres de R&D.

Indicateurs macroéconomiques 2025

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	3,6 %	2,4 %	-	1,5 %	3,7 %	68,2 %
FMI	4,9 %	0,8 %	13 %	1,7 %	3,5 %	67,1 %
Bank Al-Maghrib	5 %	0,8 %	13,1 %	1,8 %	3,6 %	-
Haut-Commissariat au Plan	4,7 %	0,8 %	13 %	1,5 %	3,5 %	67,4 %

Indicateurs macroéconomiques 2026

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	3,5 %	1,8 %	-	1,9 %	3,4 %	67,5 %
FMI	4,8 %	1,8 %	12,7 %	2,6 %	4,1 %	69,1 %
Bank Al-Maghrib	4,5 %	1,3 %	-	2 %	3,4 %	-
Haut-Commissariat au Plan	5 %	-	13,3 %	1,5 %	3,0 %	65,9 %

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : [lena.bentouta@dgtresor.gouv.fr](mailto:lana.bentouta@dgtresor.gouv.fr)